



Propos de l'alliance en marge du CSAR convoqué le 9 juillet , finalement pas tenu faute de quorum

Nous entrons dans un contexte politique très incertain, nous sommes comme tous les citoyens de ce pays, dans l'expectative de ce qui va se construire...ou pas. Structuration, coalition, concertation, négociation...tous ces petits mots en -tion vont devenir le quotidien de l'Assemblée nationale et sans doute du gouvernement à venir. Espérons que nous échapperons à la compromission mais qu'en revanche, un compromis soit trouvé pour le bon fonctionnement de nos institutions.

Dans ces circonstances, notre alliance CFDT-CFTC entend tenir le cap, rester vigilante et elle continuera à faire entendre la voix des agents et de défendre leurs conditions de vie au travail.

Il ne faut pas se contenter de constater que des fonctionnaires votent pour les extrêmes au sein de notre administration, il faut agir car ces agents, barrage ou pas, ont exprimé leur mécontentement et sont toujours là. Il y a incontestablement une urgence sociale dans la fonction publique, notamment à la DGFIP. Il est primordial d'apaiser les relations, d'écouter et de répondre aux attentes des agents tout comme de manière plus large à celles des citoyens.

Que faire à notre niveau ? Redynamiser et améliorer le dialogue social pour commencer, avec moins de verticalité. Les marges de ce dialogue social se sont considérablement réduites depuis quelques années (loi sur la TFP de 2019).

Notre alliance a toujours porté le dialogue, y compris durant ces dernières semaines. [Il est vrai qu'il y a certaines contraintes à l'exercice : il faut être 2 minimum pour dialoguer....] Nous concevons que les sujets soumis à décision politique telle la réforme de la Fonction Publique soient suspendus, mais ceux qui concernent directement le quotidien des agents doivent être discutés (exemple COSUI sécurité des agents). Les agents ne se sont pas arrêtés de travailler.

La démocratie sociale fait partie de la démocratie tout court. C'est un message que nos OS ne cesseront de délivrer y compris auprès du futur gouvernement.